

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

Chambéry, le 14/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

NICHE FUSED ALUMINA

38 rue des Fondateurs – Arbine - 73540 La Bâthie

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2023 dans l'établissement NICHE FUSED ALUMINA implanté 38 rue des Fondateurs 73540 La Bathie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 12/04/2023, la mairie de la commune de La Bathie a été prévenue par des riverains de la présence d'odeurs irritantes dans l'air. Elle a ainsi réalisé un signalement auprès de l'inspection des installations classées en indiquant que l'usine d'Arbine de NICHE FUSED ALUMINA avait été temporairement fermée en conséquence.

A la suite de ce signalement, l'inspection des installations classées a pris contact avec l'exploitant lors d'un échange téléphonique le 12/04/2023 et une visite d'inspection de l'établissement a été réalisée de manière réactive et inopinée le 13/04/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NICHE FUSED ALUMINA
- 38 rue des Fondateurs 73540 La Bathie
- Code AIOT : 0006104344
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine d'Arbine de l'entreprise NICHE FUSED ALUMINA (Noranda Industrial Chemical Fused Alumina) est implantée sur le territoire de la commune de La Bathie sur un terrain pentu et traversé par le cours d'eau Le Bénétant.

Après avoir fabriqué du carbure de calcium à partir de 1895 puis des matériaux abrasifs dès 1905, le site s'est orienté dans la production de corindon blanc dans les années 1920.

Le site est aujourd'hui toujours spécialisé dans la production de corindon blanc par fusion d'alumine. Le corindon blanc est obtenu à partir d'alumine fondue à 2050°C et de fluorure d'aluminium. Après refroidissement, les lingots de corindon blanc sont concassés et broyés en

grains. Après divers traitement chimiques ou physiques, les grains sont tamisés afin d'obtenir différentes granulométries selon leur utilisation future, puis séchés et conditionnés. L'alumine est la matière première principale de la production de corindon. Elle est produite à partir de bauxite (minerai rouge riche en alumine) par un fournisseur implanté à Gardanne puis amenée et stockée sur le site de NICHE FUSED ALUMINA.

Le corindon blanc est mis en oeuvre dans divers application tels que les matériaux réfractaires, les parquets stratifiés, les toiles et les papiers de verre, les applications optiques, les matériaux abrasifs, la céramiques, etc.

L'usine d'Arbine produit également dans une quantité moindre du corindon globulaire formé de billes creuses et destinés aux matériaux réfractaires.

Les activités de NICHE FUSED ALUMINA sont régulièrement autorisées, en particulier par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/01/1996 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/10/2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- modification des installations;
- notification d'un incident ou d'un accident.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Accidents ou incidents	Arrêté Préfectoral du 10/01/1996, article 2 point 1.2	/	Mesures d'urgence	Sans délais
2	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 10/01/1996, article 2 point 1.1	/	Mesures d'urgence	Sans délais

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet de Savoie, en amont de leur réalisation, les modifications qu'il a apporté à ses installations au cours du mois de janvier 2023.

L'exploitant n'a pas déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les événements survenus depuis le milieu du mois de mars 2023 et ayant conduit aux dégagements d'odeurs irritantes à l'extérieur des limites de son établissement le 12/04/2023.

Il est ainsi proposé à Monsieur le Préfet de Savoie de prendre un arrêté préfectoral de mesures d'urgence.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accidents ou incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/1996, article 2 point 1.2
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un compte rendu écrit de tout accident ou incident sera conservé sous une forme adaptée. Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés par l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 sera déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées. Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir une communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention. Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installation où a eu lieu l'accident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et s'il y a lieu après autorisation de l'autorité judiciaire.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/1996, article 2 point 1.2
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Constats :</p> <p>Lors des échanges entre l'inspection des installations classées et l'exploitant (échange téléphonique le 12/04/2023 et visite d'inspection le 13/04/2023), ce dernier a retracé l'historique des événements survenus et des actions effectuées depuis le début de l'année.</p> <p><u>Mise en place d'un nouveau four – Phase préliminaire de cuisson du pisé:</u></p> <p>L'exploitant a mis en place dans son usine d'Arbine un nouveau four au cours du mois de janvier 2023. Le fond de la cuve de cet équipement est pourvu d'un film protecteur (CARBLOX AAN RC WET – fournisseur BAWTRY CARBON – 16,5 tonnes soit une couche de 54 cm) dit pisé. Pour son élimination, une phase temporaire de cuisson du pisé doit être réalisée avant l'utilisation du four et de la mise en production.</p> <p>La précédente opération de mise en place d'un nouveau four chez NICHE FUSED ALUMINA avait été réalisée en 2012. Le film protecteur qui avait été mis en place en fond de cuve à cette époque avait également été fourni par BAWTRY CARBON mais son utilisation est désormais interdite. Le pisé appliqué sur le nouveau four est donc un produit nouveau tant pour l'exploitant que pour son fournisseur qui n'a pas ou peu de retour d'expérience sur une telle utilisation industrielle.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les préconisations du fournisseurs pour la phase préliminaire de cuisson n'étaient pas claires et a donc proposé d'appliquer le même protocole que celui réalisé lors de la mise en place du four en 2012. La proposition faite par l'exploitant a été validée par son fournisseur. Ce protocole prévoit en particulier que le four soit fermé et qu'un dispositif de combustion secondaire soit mis en place pour brûler les éventuels gaz échappés. Il doit durer environ 98h et intégrer différents paliers de température.</p> <p>La phase préliminaire de cuisson du pisé a été réalisée par un prestataire externe sous le contrôle d'une équipe interne mise en place par NICHE FUSED ALUMINA selon le protocole validé. Il n'a été constaté aucun dégagement d'odeur lors de cette opération.</p> <p>Le protocole validé par l'exploitant et le fournisseur n'a cependant pas permis de vérifier que la phase préliminaire de cuisson du pisé était totalement achevée.</p> <p><u>Mise en production et premiers constats:</u></p> <p>L'exploitant a initié la mise en production du four le 16/03/2023 via un protocole de démarrage doux et une augmentation progressive de la température (durée prévue de 3 semaines). Une fois la phase préliminaire de cuisson effectuée, le four n'est plus fermé mais est équipé de hottes qui ont pour objectif d'aspirer les poussières.</p> <p>Des dégagements d'odeurs ont été constatés autour du four dans la nuit du 17 au 18/03/2023. Des flammèches en partie haute du four ont également été constatées le 18/03/2023.</p> <p>A partir du 21/03/2023, des alertes ont été réalisées par des salariés à propos de céphalées et d'irritations (nez, gorge et peau).</p> <p>Interrogé par l'exploitant, son fournisseur a indiqué que les dégagements d'odeurs lors de la cuisson du pisé sont normales.</p> <p>L'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées que les dégagements d'odeurs étaient variables et non réguliers et qu'il a réalisé les mesures de rejets atmosphériques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> le 29/03/2023: les mesures ont été réalisées à proximité du four et au droit de la veine de refouissement au niveau d'un point situé entre le bâtiment d'exploitation et le bâtiment administratif. Les éléments recherchés étaient le phénol et le formaldéhyde. Les résultats ont été réceptionnés par l'exploitant et transmis à l'inspection des installations classées. Ils indiquent des niveaux inférieurs aux limites de quantifications pour chacun des paramètres mesurés (sauf pour le paramètre graphite); le 05/04/2023: les résultats des mesures n'ont pas été réceptionnés. Les points de mesures sont identiques à ceux retenus le 29/03/2023 mais le nombre de paramètres à mesurer est plus important. <p><u>Intervention du fournisseur:</u></p> <p>De nouveaux échanges ont eu lieu entre l'exploitant et son fournisseur à l'issue desquels une</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/1996, article 2 point 1.2
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>intervention sur site a été programmée le 08/04/2023. L'ingénieur qui s'est rendu sur le site de La Bathie est la même personne qui était venue en janvier 2023 pour valider le protocole de cuisson du pisé.</p> <p>Le rapport d'intervention a été transmis à l'exploitant le 11/04/2023 et conclut que du pisé est encore présent au fond de la cuve. L'intervention n'a cependant pas permis de déterminer pourquoi il restait encore du pisé à l'issue de la phase préliminaire de cuisson. Le fournisseur n'a pas transmis de nouveau protocole à l'exploitant et ce dernier a précisé à l'inspection des installations classées qu'il n'est pas possible, techniquement et financièrement, de vider le four pour relancer le protocole de la phase préliminaire.</p> <p>Lors de son intervention, le fournisseur a indiqué que les odeurs constatées correspondaient à du phénol.</p> <p><u>Nouvelle mise en température du four le 11/04/2023 et nouveaux constats:</u></p> <p>Le four avait été mis au ralenti le 06/04/2023 (grève) et maintenu au ralenti le 07/04/2023 en prévision de l'intervention du fournisseur le lendemain.</p> <p>En l'absence d'un nouveau protocole validé par le fournisseur et dans le but de relancer le processus de cuisson du pisé le 11/04/2023, l'exploitant a fait le choix de remonter progressivement la température du four en arrêtant les systèmes de refroidissement extérieurs dans le but d'obtenir une température de 250 °C au coeur du pisé:</p> <ul style="list-style-type: none"> • des odeurs et des écoulements liquides anormaux ont été constatés à proximité du four vers 17h30. La montée en température du four a été poursuivie et des dégagements de vapeurs ont ensuite été constatés; • à 22h30 les écoulements se faisaient sous forme de goutte à goutte; • aucune odeur n'a été constatée à l'extérieur par le responsable maintenance lors de son départ de l'usine vers 22h30; • la température visée de 250 °C a été atteinte vers 1h du matin; • à 2h il n'y avait plus de dégagement d'effluent liquide; • à 4h il n'y avait plus aucun dégagement (gaz ou liquide) mais il y avait encore des odeurs. <p><u>Journée du 12/04/2023:</u></p> <p>Des échanges ont eu lieu entre l'exploitant et la mairie de La Bathie vers 9h. La décision a été prise de fermer l'usine et de renvoyer l'ensemble des salariés à leur domicile.</p> <p>La température du four a été maintenue par l'exploitant jusqu'en début d'après-midi et les premiers échanges avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Les systèmes de refroidissement du four ont ensuite été remis en route dans le but d'abaisser la température de l'équipement.</p> <p>Ce système de refroidissement a été temporairement coupé par l'exploitant pour procéder à un contrôle. Aucun effluent liquide n'a été constaté et le refroidissement a été remis en service.</p> <p><u>Journée du 13/04/2023:</u></p> <p>Un nouveau contrôle a été réalisé par l'exploitant qui n'a constaté aucun effluent liquide une fois le système de refroidissement coupé.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que le four était désormais à l'arrêt et que le système de refroidissement était en service. Ces points ont été vérifiés par l'inspection des installations classées lors de la partie sur le terrain.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il avait récolté un total de 70 litres d'effluents sur lesquels des analyses seraient réalisées de manière croisée (exploitant et fournisseur). Il a précisé qu'il n'était pas prévu de nouvelle intervention du fournisseur sur site.</p> <p>L'inspection des installations classées propose que soit pris un arrêté préfectoral de mesures d'urgence dans le but d'encadrer réglementairement de le redémarrage du four de l'usine d'Arbine de NICHE FUSED ALUMINA. Un projet d'arrêté préfectoral de mesures d'urgence est</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/1996, article 2 point 1.2
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
ainsi transmis en parallèle de ce rapport d'inspection. L'exploitant doit, dans les meilleurs délais, renseigner et transmettre à l'inspection des installations classées la fiche de notification d'incident/accident du BARPI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais: sans délais

N° 2 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/1996, article 2 point 1.1
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet de la Savoie avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Des modifications ont été apportées aux installations par l'exploitant au cours du mois de janvier en vue de mettre en place un nouveau four de production. Comme indiqué au point de contrôle n°1, ces modifications ont en particulier pour conséquence la mise en oeuvre du CARBLOX AAN RC WET, produit pour lequel l'exploitant et le fournisseur du produit ne disposent pas de retour d'expérience. L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet de Savoie ces modifications ni l'impact de ces modifications sur l'environnement en amont de leur réalisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : cf. point de contrôle n°1
Proposition de délais: cf. point de contrôle n°1